

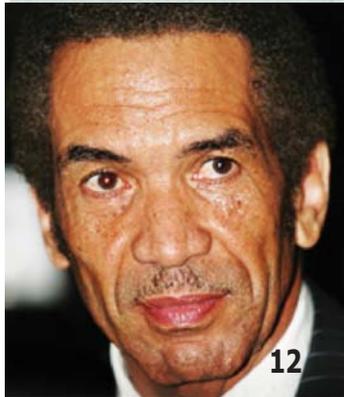


LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI, Vol 10 No. 5 Avril 2008

A L'INTERIEUR...



POLITIQUE	3
PAUVRETÉ/ DÉVELOPPEMENT	4-5
COMMERCE	6
ÉNERGIE	7-10
AFFAIRES/ INNOVATIONS	11
ÉLECTIONS	12
PARITÉ DES SEXES	13
COMMUNAUTÉ	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Action sur la question de l'Énergie

LE CONSEIL des Ministres de la SADC a adopté des mesures pour aborder le problème de déficit d'énergie en prévalence dans la région. Le Conseil a noté que durant cette période, les projets à court terme d'un montant de US\$5 milliards fourniront de l'énergie supplémentaire dans l'ordre de 6 550 MW. Les projets à long terme ayant une capacité de 44 000MW seront achevés entre 2008-2025 pour un total de US\$41, 5 milliards. (Voir la Revue sur l'énergie, page 7)



Pauvreté et Développement

Taxi-cycles transportant
des commerçants informels

EN AVRIL, les dépositaires de la SADC se rendront à l'Île Maurice pour des consultations de haut niveau sur la pauvreté et les problèmes de développement qui sévissent dans la région.

La Conférence Consultative Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement est un dialogue de haut niveau, à dépositaires multiple au niveau ministériel, impliquant des leaders expérimentés du monde des affaires et de la société civile de la région afin d'engager un dialogue politique, forger un consensus, et examiner les progrès du programme SADC d'intégration économique, dont l'emphase porte sur l'éradication de la pauvreté.

Le thème de la conférence est "Intégration Économique Régionale: Une Stratégie pour l'Éradication de la Pauvreté vers un Développement Durable" et les discussions porteront sur les stratégies, engagements et ressources nécessaires pour accélérer les objectifs économiques de la SADC afin de faciliter l'exécution des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU.

Les Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC seront présents pendant la troisième journée

de la conférence afin de participer à plusieurs débats, et seront rejoint par des

Chefs d'États et de Gouvernement sélectionnés d'autres régions de l'Afrique, Asie, Amérique du Sud et Europe.

Les Partenaires Coopérants Internationaux (PCI) ont été invité à participer, au niveau supérieur du gouvernement.

Le format de la conférence sera en deux parties. La première partie, du 18 et 19 avril, sera la Conférence Consultative SADC, qui est un dialogue politique organisé tous les deux ans entre la SADC et les PCI. La deuxième partie, qui aura lieu le 20 avril 2008, est la Conférence Internationale SADC sur la Pauvreté et le Développement, au niveau du Sommet.

Les groupes de Société Civile tiendront un atelier pré-conférence du 16 au 17 avril à l'Île Maurice.

La conférence internationale est supposée être un événement marquant vers l'éradication de la pauvreté dans la région, et c'est dans ce but qu'elle est également présumée poser les fondations d'un nouveau partenariat global avec la SADC. La conférence évaluera également les difficultés vers l'accomplissement des OMD dans la région SADC.

Pauvreté et Développement

suite de la page 1

S'adressant aux journalistes lors de la cérémonie de lancement de la phase finale préparatoire à l'Île Maurice, un mois avant la conférence, le Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Salomão a déclaré que l'évènement a lieu dans le contexte de sérieux problèmes d'indigence dans la région.

"Environ 45 pour cent de la population de la région SADC vit dans la misère," expliqua Salomão. "Ceci est reflété par le biais des indicateurs de pauvreté sociale tels que les niveaux élevés de malnutrition, d'analphabétisme, de chômage, d'insuffisance d'emploi, de déclin de l'espérance de vie et d'accès limité aux services et infrastructures de base nécessaires pour maintenir les capacités humaines fondamentales".

L'envergure de la conférence s'insère dans le contexte du programme de la SADC tel qu'articulé dans le Traité SADC de 1992 qui stipule que l'intégration régionale sera poursuivie en tant que véhicule permettant d'accélérer l'expansion économique, d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un plan durable de développement.

Le Sommet Mondial pour le Développement Social en 1995 définit la misère comme "une condition caractérisée par une privation sévère des besoins humanitaires fondamentaux, y compris la nourriture, l'eau potable, les installations sanitaires, la santé, l'habitat, l'éducation et l'information."

La conférence de l'Île Maurice est supposée proposer et adopter une Structure Régionale pour la Réduction de la Pauvreté (RPRF) avec des objectifs SMART et plans précis de contrôle et évaluation.

Les objectifs SMART sont: Spécifiques, Mesurables, Accessibles, Réalistes et Ponctuels.

Les consultations pour parvenir à cette structure porteront sur des programmes

innovateurs et des tâches et actions ponctuelles pour renforcer les programmes nationaux de réduction de la pauvreté et accélérer les progrès vers les objectifs des OMD tels que de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes qui vivaient dans la misère en 1990, ainsi que d'autres objectifs d'éducation, santé, parité des sexes, environnement et infrastructure.

La conférence est supposée lancer l'Observatoire SADC sur la Pauvreté, dont le but est de faire du programme d'éradication de la pauvreté la priorité du programme SADC d'action.

SADC espère recevoir des promesses concrètes d'assistance technique et financière de la part de la communauté internationale, des partenaires de développement et du secteur privé conformément aux engagements internationaux de développement.

L'un des objectifs de la conférence d'avril est de remobiliser la communauté internationale, en particulier les pays développés, afin de respecter leurs engagements pour accroître le volume d'aide au développement.

Le processus menant à la conférence englobe un grand nombre de projets de recherche pour les problèmes et stratégies clés de réduction de la pauvreté, de consultations de dépositaires au niveau national, un atelier technique régional et diverses réunions politiques.

Les sous-thèmes de la conférence sont:

- o Le commerce y compris le commerce informel transfrontière;
- o Le soutien d'infrastructure;
- o L'éducation, les compétences et les technologies;
- o Le renforcement du rôle de l'agriculture, parité des sexes et développement; et
- o Le coût économique du VIH et SIDA, paludisme et tuberculose dans la région SADC.

Un plan régional à long terme appelé Plan Stratégique Indicatif

de Développement Régional (RISDP) est en cours d'exécution par la SADC, qui identifie la pauvreté comme "l'un des obstacles majeurs au développement dans la région SADC" et accorde l'urgence priorité à l'éradication de la pauvreté, l'accomplissement d'une expansion économique durable, et à l'approfondissement de l'intégration économique.

Le RISDP identifie l'intégration économique régionale en tant que stratégie clé pour cet objectif et fixe les buts pour l'approfondissement de l'intégration économique.

Réexamen des engagements du G8 de Gleneagles

LES PAYS industrialisés du G8 ont réaffirmé leur engagement vers l'achèvement d'ici 2015 des Objectifs du Millénaire de l'ONU pour le Développement (OMD) comme convenu lors de leur Sommet 2005 de Gleneagles en Écosse. Les OMD incluent entre autres, les objectifs de réduction de la pauvreté, lutte contre la famine et les maladies.

Les progrès vers l'accomplissement de ces objectifs sont supposés figurer dans des débats prévus pendant la Conférence Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement, en avril 2008.

Les engagements pris par le G8 à Gleneagles comprennent:

- o Le doublement de l'aide d'ici 2010 – US\$50 milliards de plus globalement et US\$25 milliards pour l'Afrique;
- o L'élimination immédiate des dettes de 18 des nations les plus pauvres au monde, dont la plupart sont situées en Afrique. Cet exercice se montait à US\$40 milliards en 2005, et a atteint les US\$55 milliards avec l'éligibilité de pays supplémentaires.
- o L'engagement d'abolir toutes les subventions sur l'export, et de réduire les subventions intérieures, qui faussent le commerce mondial;
- o Les pays en voie de développement

Ces buts incluent l'instauration d'une Zone SADC de Libre Échange en 2008, et d'une Union des Douanes d'ici 2010, d'un Marché Commun d'ici 2015, d'une Union Monétaire d'ici 2016 avec l'adoption d'une devise régionale d'ici 2018.

Salomão conclut par "nous espérons que la conférence réaffirmera le programme SADC d'intégration régionale en tant que stratégie nécessaire pour compléter les stratégies nationales sur la pauvreté en encourageant l'expansion économique et l'achèvement d'une structure de développement durable.

"décideraient, planifieraient et ordonneraient leur politiques économiques pour s'aligner à leurs propres stratégies de développement, pour lesquelles ils devraient être responsables envers leur peuple";

- o D'atteindre autant que possible l'accès universel au traitement pour le VIH et SIDA d'ici 2010;
- o Le financement pour le traitement et l'achat de moustiquaires pour combattre le paludisme, sauvant les vies de plus de 600 000 enfants par an;
- o Le financement total pour éradiquer la Polio dans le monde;
- o L'accès pour tous les enfants à une éducation de bonne qualité, gratuite et obligatoire et aux soins médicaux de base d'ici 2015, gratuits où un pays choisit de les fournir;

Bien que l'offre compréhensive convenue à Gleneagles avaient pour but d'améliorer les progrès de l'Afrique vers l'atteinte des OMD – nombre de ces promesses sont demeurées sur papier.

Si la région SADC doit compléter les OMD d'ici 2015, il reste beaucoup plus à faire pour satisfaire et exécuter ces engagements.

Révision des décisions du Conseil 2008

LE CONSEIL des Ministres de la SADC est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC, de s'assurer que les politiques soient correctement appliqués, et de faire des recommandations au Sommet. Nous soulignons les questions clés discutées et les décisions prises durant le Conseil du 28-29 février tenu à Lusaka, Zambie.

Sommet COMESA-EAC-SADC pour octobre

Certains États Membres de la SADC appartiennent également au Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) ou à la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

En vue des difficultés présentées par l'adhésion multiple à trois Communautés Économiques Régionales (CER), le Sommet SADC d'août 2007 a approuver la tenue d'un Sommet Tripartite afin de promouvoir le dialogue sur les questions d'intérêt commun.

Suite à cette décision, le Conseil a ratifié une proposition de programme pour le Sommet bilatéral COMESA-EAC-SADC provisoirement prévu pour octobre 2008 dont le lieu reste à déterminer. Le programme proposé porte sur:

- o L'intégration économique régionale y compris le statut de la libéralisation du commerce; et l'infrastructure de soutien pour une intégration et développement régionaux; et
- o Les questions géo-politiques où les sujets relatifs à la coopération avec l'Union Européenne et à l'adhésion multiple parmi les CER seront considérées.

Négociations APE

Le Conseil a noté que le 31 décembre 2007 était la date originale pour la conclusion des Accords de Partenariats Économiques (APE) compatibles avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) entre l'UE et les régions Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), qui entreraient en vigueur le 1er Janvier 2008. La renonciation de

l'OMC a également expiré le 31 décembre.

Afin de prévenir l'éclatement du commerce des produits destinés au marché Européen en raison de l'expiration de la renonciation, certains États Membres – Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie et Swaziland – négociant sous l'égide de la SADC ont apposé leur paraphe sur un Accord Provisoire de Partenariat Économique (APPE) avec l'UE. La Namibie a apposé son visa avec des réservations sur certaines des clauses de l'accord.

Les négociations des autres États Membres se font dans le cadre du groupement de l'Afrique de l'Est et Australe (ESA).

Dès sa ratification par les parties appropriées, l'accord provisoire est supposé entrer en vigueur d'ici le 1er juillet 2008. Pour faciliter l'exécution de tous les travaux en cours en ce qui concerne la signature, la ratification et l'entrée en vigueur de l'APPE, le Conseil a approuvé la convocation d'un atelier technique de haut-niveau avant le 30 mars 2008.

Statut de la question d'énergie

Ayant re-examiné le statut de la capacité régionale de production d'énergie et considérant le rapport de la réunion du 20-21 février 2008 du Groupe Ministériel de Travail sur l'Énergie, le Conseil a mandaté le Secrétariat de la SADC pour assurer la liaison avec les États Membres afin d'explorer des sources alternatives d'énergie bon marché pour pallier aux pénuries eu cours.

Le Conseil a également adopté des mesures d'urgence à court terme et à long terme pour combler les déficits actuel d'énergie.

Concernant la durabilité et l'expansion du secteur de l'énergie, le Conseil a stipulé qu'un environnement habilitant est une condition préalable pour stimuler la participation du secteur privé et attirer des investissements supplémentaires dans le secteur. Ceci nécessite l'harmonisation nationale des

structures politiques sur l'électricité et l'accélération des réformes du secteur ainsi que d'appliquer les principes de structures tarifaires justificatives des coûts.

Ceci permettrait aux services publics et aux Producteurs Indépendants d'Électricité de récupérer les coûts de production et de faciliter le système de re-capitalisation afin de maintenir les réseaux d'énergie existants.

Exprimant son inquiétude quant au manque de financement pour l'investissement dans le secteur de l'énergie, le Conseil a ordonné au Secrétariat d'explorer des modèles de financement qui faciliteraient un financement et développement communs de projets collectives du secteur de l'énergie.

Le Conseil a également exigé que les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie révisent le rythme d'exécution des projets et fassent la synthèse des progrès accomplis.

(Voir pages 7- 10 pour une mise à jour sur les questions d'énergie).

Situations d'urgence

Sur les traces de situations persistentes d'urgence dans la région, le conseil a ordonné le Secrétariat d'opérationnaliser l'Unité des Gestion des Désastres tel que convenu en 2001. Ceci permettra à la région de consolider ses efforts de gestion de catastrophe.

Le Conseil a constaté les effets dévastateurs causés par de fréquentes inondations en RDC, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

L'Angola et la Namibie ont subi des conditions de sécheresses dans certaines régions tandis que Madagascar a affronté des cyclones dévastateurs.

La RDC a également été affectée par un tremblement de terre dans la région de Kivu causant des morts et des dégâts.

Conférence sur la pauvreté et le développement

Le Conseil a exprimé de la satisfaction sur les préparations de la Conférence Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le

Développement fixée du 18 au 20 avril à l'Île Maurice sous le thème "Intégration Régionale Économique: Une Stratégie pour l'Éradication de la Pauvreté vers un Développement Durable."

Le Conseil a noté qu'en plus de servir de plateforme pour un dialogue politique, les résultats attendus de la conférence incluent un Observatoire SADC sur la Pauvreté et une Structure Régionale pour la Réduction de la Pauvreté. *(Voir article principal)*

Prochaines élections

En vue d'un calendrier électoral chargé pour 2008/2009, le conseil a remarqué que la SADC demeure engagée à garantir que tous les processus électoraux aient lieu sous les auspices des Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques pour maintenir la paix, la stabilité et la sécurité. Le Zimbabwe (29 mars) et l'Angola (septembre) tiendront des élections en 2008, tandis que le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et l'Afrique du Sud iront aux urnes en 2009.

Budget 2008-2009

Un budget de US\$49 984 279 million fut approuvé pour l'année financière 2008/2009. Les États Membres contribueront pour US\$24 770 000 million de budget tandis que les subventions des Partenaires Coopérants Internationaux se monteront à US\$24 534 279 million c'est-à-dire que US\$680 000 proviendront d'autres sources.

Évaluation de l'emploi

Suite à une évaluation de l'emploi au cours de l'année passée, le Conseil a approuvé une nouvelle structure de gestion pour le Secrétariat de la SADC qui inclut les nouvelles positions de Secrétaire Général Adjoint pour l'Intégration Régionale et un Directeur pour le Budget et les Finances. La mise en oeuvre commencera après l'exécution d'un inventaire des compétences du personnel actuel, et adhèrera strictement au système de quota et de représentation équitable des sexes.

Le Commerce transfrontière est en plein essor à travers l'Afrique

LE COMMERCE informel transfrontière (ICBT) est un moyen de subsistance vitale en Afrique Australe et selon une récente enquête conduite dans six états membres de la SADC, beaucoup gagnent décemment leur vie par ce type d'emploi.

L'ICBT, largement opéré par les Petites, Moyenne et Micro Entreprises (PMMEs), est souvent perçu non seulement comme économiquement non-viable mais également comme socialement indésirable.

L'étude révèle que le commerce transfrontière à petite échelle, communément appelé ICBT, est devenu une entreprise lucrative pour nombre de citoyens au point que certains ont choisi de quitter leur emploi officiel pour se concentrer sur leurs opérations.

Cependant, l'étude indique que la plupart des décideurs aux niveaux national et régional continuent à ignorer ce genre de commerce, c'est pourquoi les volumes de l'ICBT n'apparaissent pas dans les statistiques officielles de commerce. Par conséquent, les volumes commerciaux officiels sont réduits.

De plus, l'ICBT est souvent stigmatisé et souffre des stéréotypes de contrebande et du manque d'intérêt causés par le manque de données généralement dû à la nature secrète du commerce transfrontière à petite échelle.

Malgré le manque de données, certaines estimations classent l'ICBT entre 30 et 40 pour cent du commerce intra-SADC, suggérant qu'en ignorant les commerçants officieux, les membres de la SADC pourraient négliger une importante proportion de leur commerce.

L'enquête était motivée par la nécessité de mieux comprendre la dynamique de l'ICBT en Afrique Australe et d'offrir des recommandations pour faciliter les réponses et mesures politiques pro-pauvreté.

L'étude définit le commerce transfrontière informel comme " composé de produits facilement observables qui sont négociés à



Le commerce transfrontière à petite échelle contribue de manière importante à l'économie de la SADC

travers les pays soit en évitant les postes de douanes ou en y passant tout en sous-évaluant les déclarations de manière délibérée."

Elle note que les négociants officieux sont un groupe diverse dominé par les femmes et composé en général de personnes vulnérables, chômeurs, orphelins, réfugiés, jeunes, étudiants en fins d'études secondaires et entre autres de veuves.

Basée sur des interrogatoires menés dans les capitales sélectionnées et les postes frontières de six états membres de la SADC – Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe – l'étude met en avant plusieurs difficultés affectant les PMMEs durant leurs activités transfrontières.

Parmi les obstacles figurent le manque de reconnaissance de l'ICBT en tant que forme d'entreprise, ce qui mène souvent à une criminalisation des PMMEs par les autorités ainsi qu'au harcèlement et toutes formes d'abus.

D'autres obstacles incluent la difficulté d'obtenir des passeports et visas; d'être refoulé au point d'entrée de pays qui ne nécessitent pas de visa; des taxes de douane excessives; la confiscation injustifiée des produits; le traitement injuste des commerçants accusés de faire de la contrebande et du trafic de drogues; de nombreux postes de contrôle; des fouilles physiques humiliantes; un accès limité aux plans officiels de crédit; un

manque de transport fiable; des associations au pouvoir limité; et une politique et un environnement réglementaire généralement peu favorable.

L'étude note que tandis que les initiatives de politique nationale et régionale, en particulier le Protocole de Commerce de la SADC, décrivent le commerce intra-régional comme voie importante pour encourager le développement économique et la réduction de la pauvreté, de telles politiques ont largement ignoré l'importance croissante du commerce transfrontière informel.

Par conséquent, l'une des recommandations est la nécessité d'instaurer une License Générale pour Commerçant qui soit régionalement reconnue et qui aborderait le problème de criminalisation de l'ICBTs dans les Etats Membres et fonctionnerait en tant que bonus pour inciter les négociants à déclarer leurs activités pour entre autres éléments positifs, les rapports officiels de commerce.

De plus, les résultats révèlent que l'ICBT contribue de façon non négligeable au bien-être des citoyens et, si des mesures délibérées sont prises pour créer une politique habilitante et une structure réglementaire, le secteur peut avoir un impact positif vers l'achèvement des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'ICBT assure non seulement la création d'emploi et la génération de revenu en

particulier pour les personnes incapables de trouver un emploi officiel pour diverses raisons sociales et économiques; mais il joue également un rôle important pour garantir la sécurité alimentaire en vendant des produits agricoles et autres produits alimentaires à travers les frontières.

De plus, l'ICBT est une source clé d'habilitation pour les femmes qui y sont majoritaires. Les résultats montrent qu'en moyenne plus de 70 pour cent des commerçants informels sont des femmes qui pourraient être ou bien veuves ou divorcées ou qui s'engagent simplement dans cette entreprise pour compléter les revenus de leurs maris.

Cependant, l'étude conclue que l'ICBT a ses propres indésirables implications essentiellement parce qu'il peut fournir un terrain fertile à une myriade de pratiques économiques et sociales illicites. Ceci inclue le trafic de drogue; la contrebande de minéraux précieux tels que l'or, les diamants, etc; fraude fiscale privant ainsi les gouvernements de revenu potentiel; l'échange illégal de devise.

L'ICBT a également contribué à la violation des conditions préalables sanitaires et environnementales par des erreurs de manutention en utilisant un personnel non qualifié, ainsi qu'à la rupture de familles souvent causée par l'absence prolongée de l'un des

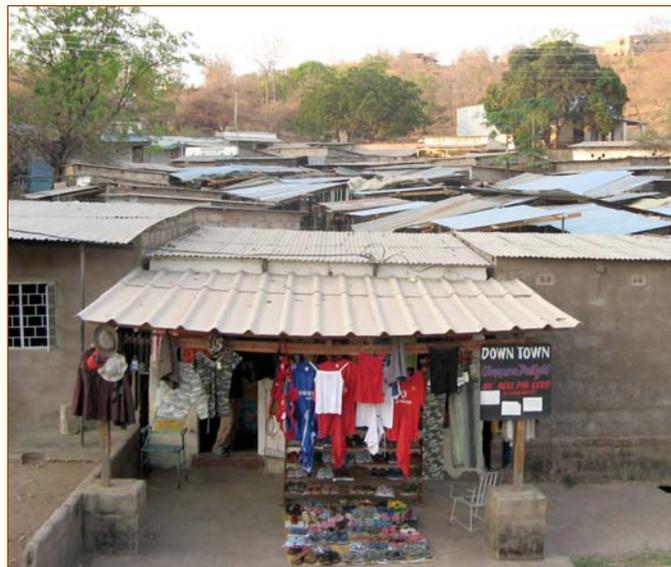
rs l'Afrique Australe - étude



époux. D'où le taux élevé de divorce menant souvent à des familles monoparentales dirigées par des femmes.

Ainsi, l'étude exhorte les États Membres à demeurer vigilants et à employer des moyens plus innovateurs pour lutter contre les pratiques de commerce illicite dans le but d'éliminer les contrebandiers et les trafiquants de drogues des ICBT bien intentionnés.

L'étude a été exécutée par le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique Australe (SARDC) avec le soutien du Southern Africa Trust et fait partie du processus menant à la Conférence Consultative Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement.



Le problème de la pauvreté et les obstacles au développement seront discutés à l'Île Maurice

Le Mozambique s'engage à réduire davantage les statistiques de la pauvreté

LE GOUVERNEMENT Mozambicain a adopté des plans pour réduire le taux de pauvreté du pays à 45 pour cent d'ici 2009 grâce à la création d'emplois supplémentaires dans le secteur agricole.

54 pour cent des 20 millions de la population vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté.

La campagne, pour l'élimination des taux de la pauvreté grâce à l'établissement de petites et moyenne entreprises agricoles, est conforme aux buts

fixés dans la Stratégie Nationale 2005-2009 pour l'Éradication de la Pauvreté (connue sous l'appellation Parpa).

L'emphase mis sur l'agriculture fait partie d'une stratégie nationale pour relancer la production agricole. Cette "Révolution Verte" sera l'occasion d'approvisionner les fermiers en semences fertilisées et en engrais, d'utiliser les ressources en eau d'une manière efficace et durable, ainsi que de s'adonner à la commercialisation.

La Société Civile se prépare à dialoguer avec la SADC

LES ORGANISATIONS régionales de la société civile vont se rassembler à l'Île Maurice dans un atelier final préparatoire pré-conférence avant la conférence SADC sur la pauvreté pour débattre d'une position commune.

La réunion de deux jours, du 16 au 17 avril, offrira aux organisations de la société civile une opportunité pour techniquement préparer les délégués qui participeront plus efficacement lorsqu'ils exprimeront clairement le

mandat général de la société civile.

Avant l'atelier de pré-conférence et la conférence elle-même, les organisations régionales de la société civile ont tenu une série de réunions nationales et régionales qui résulteront dans la production de trois déclarations de politique générale:

Plateforme de Plaidoyer de la Société Civile sur la Pauvreté et le Développement Régional: document de discussion;

- o Déclaration de la Société Civile de l'Afrique Australe sur l'Éradication de la Pauvreté pour la Conférence SADC sur la Pauvreté et le Développement; et
- o Programme d'Action de Plaidoyer sur la Pauvreté de la Société Civile de l'Afrique Australe.

L'atelier de pré-conférence permettra aux groupes de la société civile de préparer et convenir de positions afin de présenter une approche et des stratégies collectives sur le programme de discussion, ainsi que de développer un message cohésif pour la conférence SADC.

La conférence tenue sous le thème "Intégration Économique Régionale: une stratégie pour l'éradication de la pauvreté et le développement" est de discuter d'un large éventail de difficultés auxquelles la région est confrontée.

Cependant, l'objectif de la conférence SADC est d'améliorer et renforcer les engagements anti-pauvreté du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional, et d'établir des structures de soutien complémentaires au focus régional sur la pauvreté.

Les organisations de la société civile ont été encouragées à s'engager et à sensibiliser leurs gouvernements et délégués respectifs de l'Île Maurice sur leurs positions.

Les organisations sélectionnées ont été chargées d'établir le contact avec le Secrétariat SADC et l'équipe spéciale nationale responsables de la conférence de l'Île Maurice.

Avant-dernière phase de l'instauration de la Zone de Libre Échange

AVEC PLUS QUE quelque mois avant l'inauguration de la Zone de Libre Échange SADC, les préparations finales sont en cours pour ce lancement historique, supposé coïncider avec le Sommet SADC en août 2008.

L'élément essentiel de la Zone de Libre Échange (ZLE) est

la libéralisation économique y compris l'élimination des barrières tarifères et non tarifères. Ce procédé existe depuis l'année 2000 lorsque l'implémentation du Protocole Commercial de la SADC est entrée en vigueur en tant que structure juridique dans le cadre

de laquelle la ZLE doit être instaurée.

En début 2008, les États Membres mettaient en vigueur de nouveaux régimes tarifères signalant ainsi l'entrée dans l'avant-dernière phase de l'élimination progressive des contraintes douanières en place depuis huit ans.

Tous les États Membres de la SADC se conforment au Protocole Commercial, excepté l'Angola et la République Démocratique du Congo (RDC) qui ont demandé un délai avant d'adhérer à la ZLE.

Le protocole fournit une libéralisation commerciale asymétrique basée sur le niveau de développement économique de chaque pays.

Les États membres de la SADC ont convenu de libéraliser 85 pour cent du commerce intra-SADC d'ici 2008, tout en libéralisant tous les produits sensibles, qui constituent les 15 pour cent restant, d'ici 2012. Ceux-ci incluent les textiles et les vêtements, le sucre, les produits

laitiers, les produits chimiques et le plastique et les véhicules.

En 2004, la SADC a entrepris une Révision Mi-trimestrielle de laquelle sont ressorties certaines recommandations, y compris de garantir que la réduction des tarifs soit mise en vigueur le 1er janvier de chaque année. Elle constitue une phase importante vers l'accomplissement de la ZLE dans les délais convenus.

Cependant, tous les États Membres ne sont pas à jour en ce qui concerne l'application de leurs engagements, et ils sont supposés accélérer le processus s'ils veulent être prêts d'ici le mois d'août.

L'Afrique du Sud, qui devient par rotation présidente de la SADC, se prépare à accueillir le Sommet.

Le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional de la SADC envisage la création d'une Zone de Libre Échange à partir de 2008, suivie d'une Union des Douanes en 2010, d'un Marché Commun d'ici 2015 et d'une Union Monétaire avec une devise unique d'ici 2018.

Décès du Directeur de SADC TIFI

LE SECRÉTARIAT de la SADC a annoncé le décès de Nokokure Murangi, Directeur du Commerce, de l'Industrie, des Finances et de l'Investissement (TIFI). Il a trouvé la mort dans un accident tragique pendant la journée du Vendredi Saint, 21 mars 2008. Il conduisait seul le long de l'Autoroute Trans Kalahari à proximité de Lone Treee, à environ 150 kms de Ghantsi, Botswana. Mr Murangi a été enterré dans son pays natal, la Namibie. Mr Murangi s'était joint au Secrétariat de la SADC en 2005, ayant travaillé au Ministère de l'Industrie et du Commerce, il dirigeait activement le processus vers le lancement de la



Nokokure Murangi

Zone SADC de Libre Échange, attendue pour le mois d'août de cette année. Que son âme repose en paix et que son labeur soit honoré par l'implémentation effective de la ZLE.

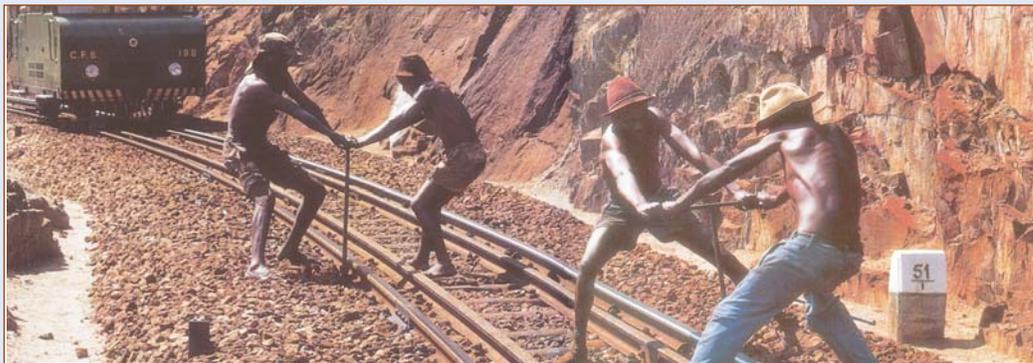
La Zambie reluke le lien ferroviaire permettant de revigorer le commerce avec l'Angola

LA ZAMBIE prévoit de construire une ligne de chemin de fer à partir de sa province du Copperbelt, riche en minerai à la frontière commune avec l'Angola afin de relier la ligne de chemin de fer de Benguela.

Le Président Zambien et actuel président de la SADC, Levy Mwanawasa, déclare qu'il est déterminé à voir se concrétiser la construction d'une ligne de chemin de fer de Chingola sur le Copperbelt à la mine de cuivre de Lumwana puis vers l'Angola, avant la fin de son mandat en 2011.

Les officiels zambiens informent que la première phase du lien ferroviaire vers l'Angola impliquera la construction de 245 km de chemin de fer entre la nouvelle ville minière de Solwezi et Chingola dans la région du nord-ouest.

En 2007, Northwest, la Société Privée de Chemin de fer a révélé qu'elle avait obtenu pour le projet de chemin de fer,



Le lien ferroviaire de Benguela offre la voie commerciale la plus courte vers la côte ouest

\$250 million provenant d'investisseurs en Afrique du Sud, en Angleterre et aux États Unis.

Mwanawasa expliqua que la ligne de chemin de fer affermirait le commerce entre les deux nations, la République Démocratique du Congo et d'autres pays de l'Afrique Australe.

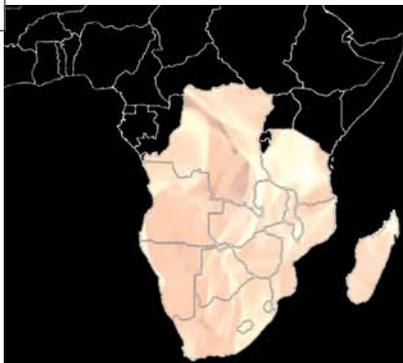
Il réitéra l'enthousiasme de la Zambie pour le projet de construction d'un réseau routier à

partir de Kalabo, sa ville du nord-ouest, à l'Angola dans le but de relancer le commerce.

"La Zambie s'est, depuis, embarquée dans le programme ambitieux de construire l'infrastructure ferroviaire et routière reliant la Zambie et l'Angola dans la but de promouvoir le commerce entre les deux nations et au delà," dit-il durant une visite en Angola en mars.

La ligne de Benguela traversait jadis l'Angola vers la frontière zambienne, mais fut détruite durant les 10 ans de guerre civile dans la nation riche en pétrole.

Notant que l'Angola offre la route la plus courte vers l'océan pour la Zambie, pays enclavé, Mwanawasa expliqua que la réactivation du lien ferroviaire entre les deux pays pourraient largement réduire les coûts de transaction pour les exportateurs zambiens. (ZANIS)



ENERGIE

EN AFRIQUE AUSTRALE



Conservation de l'Énergie: une nécessité pour la région SADC

IL Y a une prise de conscience croissante dans la région que le déficit actuel d'énergie sévira encore quelque temps, poussant les États Membres à adopter des programmes de conservation pour réduire la demande en électricité.

Le Conseil des Ministres de la SADC a approuvé un programme régional pour l'économie d'énergie afin de faciliter la Demand Side Management (DSM) – Mesures Alternative de Gestion de l'Énergie, suite aux recommandations par l'équipe spéciale ministérielle sur l'énergie.

L'Équipe Spéciale Ministérielle sur l'Énergie (EMTF) à propos de l'Implémentation du Programme du Secteur de l'Énergie a décidé de formuler et mettre en place un programme SADC sur l'économie d'énergie et de développer une politique SADC afin de garantir l'utilisation efficace de l'énergie électrique.

Lors d'une réunion extraordinaire, tenue au Botswana en février, il a été convenu qu'un programme pour la conservation de l'énergie devra être préparé d'ici juin 2008.

Le plan directeur SADC inclut le développement de standard minimum d'efficacité de l'énergie pour toutes les nouvelles connections électriques, l'application de technologies d'énergie renouvelables, et l'élimination progressive des

ampoules électriques incandescentes pour les Ampoules Compactes Fluorescentes (CFLs).

Les CFLs fournissent la même intensité que les ampoules incandescentes mais utilisent moins de la moitié d'énergie.

Le programme comporte également "l'optimisation de l'énergie comme élément essentiel" avec des mesures qui comprennent une réduction de 10 pour cent de la consommation en usant de rationnement, arrangements de rachat d'énergie et les sanctions.

Les ministres ont approuvé l'engagement d'Eskom Afrique du Sud qui est de continuer à approvisionner en énergie les autres États Membres de la SADC, quoique 10 pour cent de moins que précédemment convenu conformément à son propre programme de réduction d'approvisionnement dans la même marge aux consommateurs.

Le Conseil SADC a noté que les mesures prises ont "là où elles sont appliqués dans la gestion déjà glâné des bénéfices."

Dans la plupart des villes africaines, le gouvernement et les autorités locales ont découvert que certaines des opportunités les plus significatives pour l'économie d'énergie existent lors de la construction ou rénovation d'immeubles.

De nouvelles technologies peuvent être appliquées dans des

domaines tels que l'éclairage, la conservation thermique, l'incinération des ordures, et la génération de vapeur et d'eau.

Un exemple type était Cape Town Inn, qui a été rénovée avec l'assistance d'Eskom. Les rénovations comprennent le remplacement des panneaux de distribution et des compteurs en place, l'installation d'un nouveau système de chauffe-eau, le remplacement des anciennes ampoules d'éclairages par les nouvelles qui économisent de l'énergie. Du fait de ces changements, les coûts d'économie d'énergie par chambre ont été réduits de moitié. Le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe sont impliqués dans un programme d'Économie d'Énergie par Biomasse (BEC), financée par l'Agence Allemande de Coopération Technique.

Le programme BEC, qui encourage l'usage de sources d'énergie renouvelable dans les communautés locales a prouvé qu'avec une série compréhensive de solutions et l'utilisation de mécanismes efficaces d'énergie, il est possible de tirer des bénéfices multiples et durables au niveau régional.

D'autres pays se sont tournés vers l'énergie solaire, abondante dans la région. Confrontée à d'énormes pénuries d'énergie, l'Afrique du Sud, pour suppléer son réseau électrique au cours de

l'année prochaine, construit à Johannesburg une centrale électrique de 100MW fonctionnant entièrement à l'énergie solaire.

La Namibie subventionne l'installation de systèmes solaires pour l'usage domestique et prévoit un programme de chauffe-eau solaires pour tous les logements gouvernementaux d'ici 2009.

En plus d'être pratique pour les populations rurales qui ne peuvent payer les factures mensuelles, l'électricité provenant de l'énergie solaire est moins chère à long terme et peut alléger la pression sur les conditions préalables d'énergie dépassant la capacité dans la région.

La DSM a débuté au Brésil à la fin des années 70 lorsque le pays subissait une sévère pénurie d'énergie et que le gouvernement a appliqué des législations qui encouragent l'usage efficace de l'énergie. Les initiatives les plus réussies étaient les standards d'efficacité minimum pour les appareils ménagers et les moteurs industriels.

Cependant, pour parvenir au succès, l'information au consommateur était essentielle dans tous leurs efforts.

Ainsi, tous les pays de la région SADC se doivent de lancer une campagne nationale de communication sur l'efficacité électrique, y compris la distribution de CFLs, puisque ces campagnes peuvent réussir si les consommateurs font parties de la solution, et non pas du problème.



Plan directeur SADC aborde la question de pénurie d'énergie

La SADC a adopté un plan directeur pour accélérer le redressement de la région affectée par les récentes pénuries d'énergie, en insistant sur l'importance de jalons et délais précis afin d'évaluer l'exécution. Reconnaissant que la région se trouve dans une situation critique en ce qui concerne l'énergie, la SADC a décidé de formuler et mettre en place un programme SADC sur l'économie d'énergie et de développer une politique SADC pour assurer l'usage efficace de l'énergie électrique. Le Groupe de Travail Ministériel sur l'Énergie de la SADC (EMTF) à propos de la mise en oeuvre des Programmes du Secteur de l'Énergie, a convoqué une réunion extraordinaire à Gaborone, Botswana en février le groupe, a adopté les initiatives de gestion d'approvisionnement et de demande, ainsi que l'usage efficace d'interconnecteurs.

Les recommandations du Groupe de Travail Ministériel sur l'Énergie de la SADC (EMTF) à

propos de l'exécution des Programmes du Secteur de l'Énergie ont été approuvées à l'unanimité par le Conseil des Ministres qui se sont réunis en février à Lusaka, Zambie. Les résultats clés de la réunion de l'Équipe Spéciale sont comme suit. Il fut convenu que:

- o La SADC devra formuler et mettre en place un programme régional sur l'économie d'énergie et de développer une politique SADC pour assurer un usage efficace de l'énergie électrique.
- o La SADC et le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) devront assumer la responsabilité pour la coordination et le contrôle des projets d'implémentation, et les États Membres devraient profiter des facilités de préparation de projet pour la présentation des projets.
- o Une étude sera mandatée pour recommander un modèle de financement des projets communs, et suivre les

progrès des promesses internationales faites pour financer des projets régionaux sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

- o Il faut accélérer la participation du secteur privé et augmenter l'investissement dans le secteur de l'énergie, et prendre des mesures pour créer un environnement habilitant.

Le Conseil a pris note des mesures à court terme instituées par les États Membres et SAPP dans le but de surmonter la diminution du surplus de la capacité installée et l'impact attendu de ces mesures, y compris le plan de redressement conçu par le service public Sud Africain, Eskom, et la capacité d'énergie produite par le Mozambique pour export dans le reste de la région.

Il a été convenu que la région devrait oeuvrer vers l'harmonisation des structures nationales sur les politiques d'électricité, et accélérer le rythme

des réformes de l'industrie d'approvisionnement en électricité pour améliorer la gouvernance et la performance.

Le conseil a convenu de développer et d'appliquer les politiques nationales nécessaires et de promulguer la législation pour assurer la promotion de pratiques de conservation d'énergie, et de fournir des primes financières et fiscales aux services publiques pour la gestion de la demande.

La recapitalisation des services publics fournisseur d'électricité devrait être complétée à travers l'adoption et l'application de tarifs reflétant les coûts, permettant aux services publiques et aux Producteurs Indépendants d'Énergie de récupérer les coûts de production.

L'EMTF a noté qu'en plus des problèmes d'approvisionnement et de la demande, le secteur de l'énergie est confronté à des obstacles supplémentaires dans le financement de projets d'énergie et des arrangements institutionnels pour l'implémentation.



COMMUNIQUÉ

GRUPE DE TRAVAIL MINISTÉRIEL DE LA SADC SUR L'ÉNERGIE CONCERNANT L'IMPLÉMENTATION DES PROJETS DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE GABORONE, BOTSWANA, 21 FÉVRIER 2008

Le Groupe de Travail Ministériel de la SADC sur l'Énergie (EMTF) concernant l'implémentation des Programmes du Secteur de l'Énergie a convoqué une réunion extraordinaire au Boipuso Hall à Gaborone, Botswana le 21 février 2008. En l'absence de Mr. Erikki Nghimintina, Président de SADC EMTF, et Ministre des Mines et de l'Énergie de la République de Namibie, la réunion fut présidée par l'Honorable Michael Nyambuya, Ministre de l'Énergie et du Développement de l'Énergie de la République du Zimbabwe et fut officiellement ouverte par l'Honorable P. H. K. Kedikilwe, Ministre des Minéraux, Énergie et Ressources Hydraulique du Botswana. Le Secrétaire Général de la SADC, S.E. Dr. Tomaz Salomao a également prononcé de brefs commentaires sur le statut de l'approvisionnement en électricité de la région SADC.

La réunion du Groupe de Travail Ministériel fut précédée de réunions préparatoires des membres de Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), de l'Association Régionale des Régulateurs d'Électricité (RERA) et d'autres parties le 19 février 2008 et d'Officiels Supérieurs du Secteur de l'Énergie le 20 février 2008.

Les Ministres ont reconnu la forte demande en électricité qui a dépassé la capacité de l'offre en raison, entre autres facteurs, de l'expansion économique

positive qui avoisine les 5% dans la plupart des États Membres de la SADC et les projets d'électrification rurale dans la plupart d'entre eux.

Les Ministres ont pris note du statut actuel de l'approvisionnement en électricité au sein de la région, qui a une capacité installée de 54 742 MW desquels seulement 46 391 MW sont disponibles. Bien qu'une nouvelle capacité de production de 1 810 MW ait été mise en service en 2007 dans la région, la marge de réserve est encore en déficit contre une marge de réserve requise de 10,2%. La situation continuera jusqu'en 2013 lorsque tous les projets de génération seront mis en service.

Les Ministres ont examiné le statut d'exécution des projets SAPP de génération, transmission et interconnection qui sont classés comme projets à court, moyen et long terme de réhabilitation et infrastructure connexe. Le coût total de ces projets est de \$46,4 milliard. En plus de ces projets, les Ministres ont noté les progrès faits sur le Projet du Corridor Ouest (WESTCOR).

Les Ministres ont pris connaissance des suggestions de mesures à court terme en cours d'application par les États Membres et le SAPP afin de surmonter la diminution du surplus de la capacité installée et l'impact anticipé de ces mesures sur l'approvisionnement en électricité. Ces mesures incluent les services publics respectifs des projets à court terme, le Plan ESKOM de Redressement et l'électricité mise à disposition par le Mozambique pour export dans le reste de la région. Le Groupe de Travail a noté que grâce au Plan de Redressement, ESKOM est parvenu à 10% de réduction de la charge en Afrique du Sud, une réduction d'électricité approvisionnée par le biais de contrats bilatéraux par 10% et une économie de 600 MW sur la demande d'ESKOM en particulier au Cap Ouest. Au Mozambique, Les Ministres ont noté que HCB a récemment terminé un projet de réhabilitation sur toutes les unités, d'où une disponibilité des unités accrue de 90%, qui a libéré 300MW à ne pas utiliser en entreprise afin d'alléger la crise à laquelle la région est confrontée.

Suite au fait entendu que la région SADC est en situation d'urgence concernant l'énergie électrique, le Groupe de Travail Ministériel a adopté des directives afin d'accélérer le redressement de la région suite à cette pénurie en garantissant une

connectivité effective des interconnecteurs, ainsi que la Gestion de l'Approvisionnement de l'Offre et de la Demande, de la manière suivante:

- o Formulation et Implémentation d'un Programme de Conservation d'Énergie (PCP) en tant que programme SADC
- o Développement d'une politique SADC afin d'assurer l'usage efficace de l'énergie électrique;
- o Développement d'un standard minimum d'efficacité électrique pour toutes les nouvelles connexions électriques
- o Élimination progressivement de l'usage des ampoules incandescentes pour utiliser de préférence les Ampoules Compactes Fluorescentes (CFLs)
- o Contrôle de la recapitalisation des services publics d'énergie électrique
- o Mise en application des technologies d'énergie renouvelables

En plus des initiatives ci-dessus, le Groupe de Travail Ministériel a noté qu'un environnement habilitant est indispensable pour accélérer la participation du secteur privé et attirer des investissements supplémentaires dans le secteur de l'énergie. Afin de créer un environnement habilitant, le SAPP

- i) Ouvrera vers l'harmonisation des structures nationales de politique sur l'énergie électrique;
- ii) Accélérera le rythme des réformes de l'Industrie d'Approvisionnement en Électricité (ESI) pour améliorer la gouvernance et la performance;
- iii) développera et mettra en oeuvre les politiques nationales nécessaires et promulguera la législation qui garantira:
 - o la promotion des pratiques de conservation d'énergie;
 - o la provision de motivation financière et fiscale aux Services Publics pour la Gestion de la Demande (DSM)
- iv) adoptera et appliquera les principes de structures tarifaires justificatives des coûts afin de permettre aux services publics et aux Producteurs Indépendants d'Énergie (IPP) de recouvrer les coûts de production et faciliter la recapitalisation.

Le Groupe de Travail Ministériel a noté qu'en plus de l'aspect de l'offre et de la demande, le secteur de l'énergie est confronté à des difficultés supplémentaires en ce qui concerne le financement des projets d'énergie électrique et les arrangements institutionnels pour la mise en oeuvre. Les Ministres se sont mis d'accord sur les actions suivantes:

- 1) la commande d'une étude afin de recommander un modèle de financement pour les projets communs
- 2) SADC/SAPP assumera une responsabilité directe pour la coordination et le contrôle de projet de mise en oeuvre
- 3) Les États Membres devront tirer partie des facilités de préparation de projets pour la présentation de projets
- 4) La SADC devra rendre compte des promesses internationales faites pour financer les projets régionaux du NEPAD.

Le Groupe de Travail Ministériel a examiné et approuvé les structures pour la mise en oeuvre de projets, qui comptent les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie chargés de la finalisation du Plan Directeur des projets du Secteur de l'Énergie, le Groupe de Travail Ministériel sur l'Énergie, chargé d'étudier le rythme de mise en oeuvre des projets; l'Unité de Coordination de Projet du Secrétariat de la SADC, responsable de la coordination stratégique de l'implémentation des projets d'infrastructure, qui comprennent le développement, la présentation, le contrôle de projet et le processus de rédaction de rapport en conjonction avec les États Membres, SAPP, RERA et les Partenaires Internationaux Clés. Les Équipes de Projet et les Comités d'Organisation de Projet entreprendront une mise en oeuvre quotidienne et une révision de projets spécifiques.

En plus des structures, le Groupe de Travail Ministériel a convenu de renforcer le SAPP pour s'assurer qu'il dispose d'une capacité adéquate pour faciliter l'implémentation du Plan Directeur; et RERA entreprendra le renforcement de capacité dans le cadre des structures de réglementation et institutionnelles pour s'assurer du maintien d'un environnement habilitant. SAPP et RERA ont obtenu un nouveau mandat pour défendre les projets d'énergie régionaux en conjonction avec les États Membres.

Le Groupe de Travail Ministériel a souligné l'importance des mesures proposées en tant que réponses pour s'attaquer à l'urgence de la situation. Ils ont bien fait comprendre au Secrétariat de la SADC, SAPP et RERA, soutenues par les services publics et autres partenaires coopérants, la nécessité d'avoir des repères et des délais pour les mesures proposées afin que leur statuts de

mise en oeuvre soient mesurables. Dans leur réaffirmation de soutien pour les mesures proposées, le Groupe de Travail a pris note du rapport du Secrétariat de la SADC sur le Département de l'Énergie de Madagascar et que les solutions proposées pour Madagascar sont très similaires à celles faites au reste des États Membres de la SADC.

Le Groupe de Travail a noté avec appréciation l'assurance par l'Afrique du Sud d'honorer ses obligations contractuelles en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité au reste de la région.

En conclusion et suite à l'offre de la RAS d'accueillir le prochain Sommet du Groupe de Travail Ministériel sur l'Énergie à une date qui sera déterminée durant la réunion des Ministres de l'Énergie de la SADC prévue le 30 avril 2008 en RDC, les membres du Groupe de Travail Ministériel ont exprimé leur appréciation au Peuple et au Gouvernement du Botswana pour l'environnement contribuant qui a mené à l'aboutissement réussi de la réunion, le Secrétariat de la SADC et le Ministère des Minéraux, de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques du Botswana pour leurs préparations qui ont contribué au bon déroulement de la réunion, ainsi que tous les dépositaires pour leur soutien constant.

Boipuso Hall, Gaborone, 21 février 2008

Le réseau SAPP opère en trois îlots séparés

LE POOL d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) travaille sans relâche pour réintégrer le réseau régional qui fonctionne actuellement en trois "îlots" séparés en raison des fautes techniques sur les principaux interconnecteurs.

Présentant, en février, un rapport d'état d'avancement sur le réseau électrique de la région au groupe ministériel de travail sur l'énergie de la SADC, le Directeur du Centre de Coordination SAPP, Lawrence Musaba, révèle que 14 perturbations au total furent enregistrées sur le réseau SAPP durant la période de janvier à février 2008.

Les perturbations prirent place du 19 au 21 janvier et du 2 au 3 février, laissant le Zimbabwe, la Zambie et le Botswana dans la pénombre, d'où le fonctionnement du réseau SAPP en trois "îlots" séparés. Le problème empira du fait que les générateurs des structures de Kariba North Bank (KNB) et Kariba South Bank (KSB) ont des modes d'installation différents, 55Hz pour ZESA et 60Hz pour ZESCO. Par conséquent ZESA fut confrontée à des pannes dû à l'accélération du générateur tandis que les pannes de ZESCO étaient dû à une fréquence trop élevée.

Les "îlots" sont:

- o Zambie- République Démocratique du Congo (ZESCO et SNEL)
- o Zimbabwe-Mozambique (ZESA et EDM/HCB)
- o Afrique du Sud (Eskom, BPC, EDM, LEC, SEB et Nam-Power)

Cette situation a privé certains États Membres d'électricité achetée à partir d'autres pays et qui aurait dû être distribuée par le réseau régional.

Le SAPP a souligné qu'il "étudie le problème afin de trouver une solution technique" en vue "de relancer le réseau interconnecté aussi promptement et sûrement que possible."

Le SAPP est en pourparler avec Eskom, ZESCO et ZESA afin que les services publics puissent individuellement produire un compte-rendu des progrès.

Musaba expliqua que le Groupe de Travail Ministériel sur l'Énergie de la SADC a accordé 60 jours au SAPP pour résoudre ce problème et restaurer le réseau interconnecté.

Les pénuries d'électricité menacent les OMDs



SELON LE Southern Africa Trust, les pénuries actuelles d'électricité que subit la région SADC, pourraient poser une menace sérieuse pour la quête de la région vers ses engagements des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les pannes d'électricité dans des pays tels que le Zimbabwe, la Zambie et l'Afrique du Sud ont affecté les modes de vie et de travail de la population.

Le Trust a noté que "la provision d'énergie fiable et durable à moindre coût pour le

développement économique et social peut être un important contributeur à l'éradication de la pauvreté dans la région de l'Afrique Australe.

Il a de plus remarqué que la provision d'électricité aux services publics clés tels que les cliniques et les écoles était essentielle pour atteindre certains des objectifs OMD de la région.

Les pays de la SADC luttent pour satisfaire la demande en électricité causée par une économie régionale en rapide expansion.

Début de la Construction du barrage d'Inga III en 2009

LE DÉBUT de la construction la centrale d'énergie hydroélectrique d'Inga Phase Trois en République Démocratique du Congo (RDC) est prévu pour 2009 pour un total de US\$3.6 milliard.

Une étude de pré-faisabilité par une firme canadienne indique que les travaux de construction seront exécutés en deux phases.

La première phase aura lieu de 2009 à 2013, suivie d'une seconde phase de 2014 à 2021.

Le lancement de l'ambitieux projet d'électricité des chutes d'Inga est l'une des nombreuses initiatives SADC prévues pour garantir un approvisionnement durable en énergie dans une région au prise, depuis l'année dernière, avec de pénuries continues d'électricité.

Le projet du Western Power Corridor (Westcor), approvisionné en électricité à partir d'Inga, est supposé fournir 35 000 MW d'électricité, initialement pour l'Angola, le Botswana, la RDC, la Namibie et l'Afrique du Sud.

Le projet des Chutes d'Inga passe pour l'unique initiative d'hydroélectricité, la plus ambitieuse au monde et, lorsqu'elle fonctionnera à pleine capacité, elle surpassera Cahora Bassa au Mozambique.

Cahora Bassa est l'une des grandes centrales hydroélectriques d'Afrique, produisant environ 2 500 MW.

La RDC jouit d'un énorme potentiel hydroélectrique dépassant 100 000 MW. Environ 44 000 MW proviennent des Chutes d'Inga et plus de 56,000 MW d'autres sites disséminés à travers le pays.

Une première étude de faisabilité menée par la compagnie d'électricité du gouvernement de la RDC, SNEL, a montré que la première phase du projet Inga Phase Trois satisfait aux besoins d'énergie de l'Afrique Australe, du Nord et de l'Ouest.

Le Botswana sollicite les partenaires SADC pour un projet d'oléoduc

LE BOTSWANA est en train de solliciter les pays côtiers de la SADC dans sa quête de moyens bon marché pour le transport de carburant dans le pays.

Une des options poursuivies est la construction d'un oléoduc géant souterrain reliant le pays enclavé vers la mer.

Le Ministère National des Minéraux, Énergie et Ressources Hydrauliques a tenu des consultations avec le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Namibie pour décider où construire l'oléoduc.

Le directeur par interim du Département de l'Énergie,

Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) a, dès 1999, averti les États Membres de la SADC, que la demande en électricité en Afrique Australe augmentait d'environ trois pour cent par an en raison d'activités économiques accrues et de la modernisation des programmes d'électrification alors que l'investissement dans l'infrastructure de génération et transmission d'énergie demeurerait stationnaire.

Le SAPP expliqua qu'à moins d'agir immédiatement, des pannes étaient prévues dans la région en 2007/8.

Conseiller sur l'Intégration Régionale au SAT, Themba Mhlongo, prédit que les objectifs d'approvisionnement de services d'énergie bon marché aux communautés rurales, à travers un accès accru aux technologies modernes d'énergie, demeureront une utopie à moins que les investissements dans la génération d'électricité et la capacité de transmission ne deviennent prioritaires.

Bien que les priorités SADC du secteur de l'énergie ait

facilité l'accès à l'énergie moderne surtout dans les communautés rurales, la biomasse telle que les feux de bois et la bouse de vache demeurent des sources primaires allant jusqu'à 80 pour cent de la consommation totale en énergie des foyers et des entreprises officielles pour la plupart des pays de l'Afrique Australe.

Le Southern Africa Trust est une agence indépendante, régionale, à but non lucratif, instaurée pour soutenir un engagement plus détaillé et plus large dans la politique de dialogue afin de surmonter la pauvreté en Afrique Australe.

Le Malawi ouvre une mine d'uranium

LA MISE en service de la première mine d'uranium du Malawi est prévue pour la fin de l'année, avec la production actuelle fixée pour début 2009.

La mine de Kayelekera sera la première mine de production d'uranium du pays et aura une capacité annuelle de 3,3 million de livres d'oxyde d'uranium, selon la compagnie minière australienne qui possède 85 pour cent d'intérêt à Kayelekera et a aussi des intérêts dans l'exploitation d'uranium en Namibie. Le gouvernement du Malawi possède le reste des actions.

Le Malawi s'est joint à d'autres États Membres de la SADC qui ont indiqué des plans pour développer des projets d'exploitation d'uranium pour la production d'électricité, notamment la Namibie, le Botswana et le Zimbabwe.

L'Afrique du Sud est le seul pays de la SADC qui utilise déjà l'uranium pour produire de l'électricité à partir de sa centrale de Koeberg à la Ville du Cap.

Redressement sensationnel du secteur du textile de l'île Maurice

LA PROSPÉRITÉ est revenu pour le secteur de l'habillement et du textile de l'île Maurice après plus deux ans de marasme languissant, grâce à la conviction et un désir éternel de voir l'industrie réussir.

Une attitude d'inaffabilité a vu les mauriciens se redresser rapidement après avoir souffert un énorme échec en 2006 suite à l'élimination des avantages commerciaux préférentiels avec l'Union Européenne (UE).

Pendant près de 40 ans, l'île Maurice a bénéficié de préférences commerciales non réciproques dans le cadre de conventions successives signées par les états européens.

Mais dans l'ère actuelle de commerce libéralisé, les États Membres de la SADC ont vu ces accords se dissiper, ne laissant aucun choix à l'île que de consolider ses piliers

L'Afrique du Sud achètera plus d'électricité en provenance du Mozambique

LE SERVICE public d'approvisionnement en électricité du gouvernement sud africain, Eskom est en cours de négocier l'achat d'électricité supplémentaire en provenance de la centrale électrique du barrage de Cahora Basa, Mozambique pour tenter de pallier à la pénurie qui menace la plus importante économie africaine. Jacob Maroga, le Directeur Général, a déclaré qu'Eskom, l'unique fournisseur national d'électricité en Afrique du Sud, est en cours de négocier l'achat de 250 megawatts de plus par jour.

Le Mozambique fournit actuellement 1 100 MW d'électricité à Eskom, qui s'est vu forcé de couper l'électricité dans l'ensemble de l'Afrique du Sud depuis le début de l'année. En raison des pannes d'électricité, les grandes exploitations minières ont dû interrompre leurs activités pendant cinq jours d'où l'inquiétude générale d'un ralentissement économique.

économiques – sucre, textiles et vêtements, tourisme et services – tout en développant de nouveaux tels que les fruits de mer pour survivre dans ce monde globalisé.

Après la fermeture de plusieurs grosses usines ces dernières années, le pays avait presque perdu espoir en son industrie du textile et du vêtement. Le taux de croissance du secteur a chuté à moins 12,5 pour cent en 2006 mais le secteur a été réorganisé pour fabriquer des produits de haute gamme.

L'étonnant redressement des fortunes de l'industrie a été relativement rapide avec la montée en flèche de son taux de croissance à huit pour cent en 2007. Employant 67 000 personnes, le secteur a généré quelque US\$1,45 milliard l'année dernière, comparé à US\$1,25 milliard en 2006. Le but est d'atteindre US\$1,65 milliard en 2008.

Nombre d'emplois sont maintenant disponibles dans le secteur du textile et de l'habillement mais il n'y a pas assez d'acheteurs locaux. L'importation de la main-d'œuvre étrangère en provenance de l'Inde, de la Chine et du Bangladesh se monte à plus de 33 000.

L'industrie du textile et de l'habillement travaille sur des petites commandes d'entre

Professeur sud-africain fait des progrès dans le domaine de la technologie solaire

IL Y de l'espoir à la fin du tunnel – il ne provient pas du fournisseur national d'électricité Eskom, mais plutôt d'une technologie révolutionnaire fonctionnant à l'énergie solaire développée par Vivian Alberts, professeur à l'Université de Johannesburg.

Alberts a consacré 13 années à développer des panneaux solaires, de pointe, photovoltaic ou à fines pellicules qui pourraient être la solution aux pénuries d'électricité en Afrique du sud- et dans la région. Les panneaux sont déjà en construction par une compagnie de technologies située en Allemagne, et seront vendus en Europe cette année, selon les dires d'Alberts. En raison de la

10 000 et 20 000 articles livrés dans des délais d'exécution de moins deux semaines.

Certaines grosses entreprises ont ouvert des entrepôts en Europe et Afrique du Sud où ils emmagasinent leurs produits. Dès qu'une commande est reçue, les articles sont directement acheminés à partir de là.

À part les marchés traditionnels, l'industrie cherche également à conquérir les marchés qui émergent de l'Inde et du Pakistan, grâce aux accords commerciaux préférentiels avec ces deux pays. Les entreprises étrangères montrent à nouveau un intérêt aigu dans l'île Maurice.

Une Compagnie Chinoise, Tianli, a investi US\$600 millions dans un nouveau projet à Riche-Terre près de la capitale où une nouvelle zone industrielle accueillera des industries de haute gamme et de valeur ajoutée.

Le Premier Ministre Navin Ramgoolam a indiqué qu'en cinq ans ce projet de développement fournira, des emplois à 42 000 personnes, à compter du mois d'avril 2009.

Quelques 40 usines chinoises fonctionneront à partir la Zone Industrielle, en se spécialisant dans des activités allant de la fabrication de vêtement à l'assemblage de matériel, du

traitement alimentaire et la génération d'un revenu de près de US\$200 million.

La Tanzanie signe un accord d'approvisionnement en électricité avec la BAD

LA RÉPUBLIQUE Unie de la Tanzanie a signé pour un prêt de US\$48 million et un accord de subvention avec la Banque Africaine pour le Développement (BAD) afin de financer le programme national d'expansion en électricité. Les fonds seront utilisés pour assurer, améliorer et développer un approvisionnement constant en électricité aux entreprises et foyers dans les villes rurales et les zones de banlieux de Mwanza, Shinyanga, Arusha et les régions de Dar es Salaam.

La République Unie de Tanzanie s'énerveille de vaste sources productrice d'énergie mais à ce jour près de 90 pour cent de sa population rurale et 30 pour cent de ses résidents urbains n'ont toujours pas accès à une électricité fiable et bon marché.

Le Mozambique prévoit de construire des terminaux de conteneur à Nacala

LE MOZAMBIQUE prévoit de construire un terminal de conteneur supplémentaire à Nacala pour alléger l'encombrement dans les installations existantes. L'ajout de ce nouveau terminal et une amélioration générale de l'équipement de manutention de fret sera un énorme progrès dans la quête de Nacala qui est de devenir une "mini plaque tournante portuaire" pour nombre de services secondaires des ports de la côte de l'Afrique de l'Est et de l'Océan Indien.

Le port international de Nacala dessert la plus grosse partie des cargos du Mozambique dans les régions du nord du pays, attirant des usagers venant non seulement du Malawi, mais aussi de la Zambie et de la République Unie de Tanzanie en servant de port alternatif le long de Dar es Salaam et Mombasa au Kenya.

Un Nouveau Président pour le Botswana Le Botswana selon Khama: "Démocratie, Développement, Dignité et Discipline"

ALORS QUE l'attention internationale est tournée vers le Zimbabwe, ses voisins au Botswana ont tranquillement changé de Président, dans une transition planifiée par le biais d'une élection au Parlement.

Festus Mogae, qui a exercé la présidence pendant 10 ans, a démissionné le 31 mars, transmettant le pouvoir à l'ancien vice-président, Ian Khama, le fils aîné de feu président fondateur et père de la nation, Seretse Khama.

Durant la récente décennie, Ian Khama a occupé la vice-présidence, et est président du parti au pouvoir: Party Démocratique du Botswana (BDP) depuis 2003. Il est diplômé de Sandhurst, collège de formation d'officier en Grande Bretagne, et fut commandant des Forces de Défense du Botswana (BDF). Khama, 55 ans, qui succède à Mogae, 69 ans, a lors de son discours inaugural le 1er avril, déclaré qu'il n'y aurait pas de changement de politique et que son plan directeur serait "étayé et caractérisé par les principes de Démocratie, Développement, Dignité et Discipline"

Il a rapidement apaisé toutes inquiétude de changement, en déclarant "un changement de direction ne veut pas dire changements radicaux de la manière dont nous avons fixés nos objectifs pour cette nation, en accord avec le parti au pouvoir et le gouvernement. "Notre parti a un manifesto que j'ai signé et le gouvernement a un plan de développement national auquel j'ai également adhéré.

Cependant, au cours de la nouvelle administration vous pourrez détecter un changement dans le style et un emphase spécial sur certaines questions. Cela ne devrait causer aucune panique et incertitude. "Le Botswana a gagné le droit de contempler

avec fierté quatre décennies d'indépendance, stabilité et important développement économique et social," ajouta Khama.

Deux anciens présidents (Mogae et son prédécesseur, Sir Ketumile Masire), étaient présents à son inauguration ainsi que des chefs traditionnels, des juges, des membres du parlement et de la communauté diplomatique.

Khama a choisi comme Vice-Président, l'ancien Ministre des Affaires Étrangères, Mompoti

Merafhe; Il a retenu l'honorable ministre des finances, Baledzi Gaolethe; et a réinstauré d'autres leaders expérimentés aux postes supérieurs du cabinet.

Quatre femmes figurent parmi les 16 membres de cabinet, pour un total de 25 pour cent. Tous ont occupé une position d'ancienneté au cabinet précédent. Ils occupent les ministères importants du gouvernement local; santé, communications, science et technologies; et jeunesse, sports



Seretse Ian Khama

et culture. Le BDP occupe le pouvoir depuis plus de 40 ans, depuis que le Botswana, un ancien protectorat britannique, a gagné son indépendance en 1966, et organise des élections tous les cinq ans.

Les observateurs de la SADC déclarent les élections du Zimbabwe "paisibles et crédibles"



Campagne et vote au Zimbabwe, 29 mars 2008

UNE DÉCLARATION préliminaire de la Mission d'Observation Électorale de la SADC (SEOM), émise avant l'annonce des résultats, a conclu que les scrutins harmonisés du Zimbabwe "tenu le 29 mars 2008 pour la Présidence, le Sénat, l'Assemblée Nationale et le gouvernement local furent l'expression paisible et crédible de la volonté du peuple zimbabwéen."

Le chef de la SEOM, José Marcos Barrica expliqua que les élections étaient "caractérisées par un haut niveau de paix, tolérance et vigueur politique par les dirigeants du parti, les candidats et leurs partisans." Barrica, qui est le Ministre Angolais de la Jeunesse et des Sports, indiqua que sa mission était satisfaite de la conduite des partis politiques, des candidats et des électeurs, qui connaissaient les lois et procédures électorales de l'Acte

Électoral et des Directives SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

La Mission SADC a cependant noté, que "le contexte des élections était caractérisé par une atmosphère internationale très tendue et polarisée où certaines factions de la communauté internationale demeurent négatives et pessimistes concernant le Zimbabwe et ses chances de mener des élections crédibles."

La Mission a pris note des inquiétudes et allégations relatives aux préjugés de la part des media privées et publiques, des déclarations par des officiers supérieurs des forces de sécurité, de la présence d'officiers de police aux bureaux de vote, et du retard dans la publication de la liste électorale, entre autres problèmes.

Cependant, la SEOM ajouta qu'en ce qui concerne le processus général de vote, les élections

furent menées d'une manière ouverte et transparente, et félicita la Commission Électorale du Zimbabwe (ZEC) d'avoir relevé le défi administratif d'organiser des élections harmonisées et de faire preuve " d'un niveau élevé de professionnalisme, résilience et travail ardu.

"La SADC espère fortement que l'esprit de coopération et tolérance politique qui jusqu'ici prédomine, continuera de prospérer parmi tous les partis et les candidats dans la phase post-élection."

"En fait, le grand vainqueur doit être le peuple du Zimbabwe et nous exhortons donc tous les partis politiques à accepter les résultats électoraux. Toutes autres questions et inquiétudes devront être traitées en accord avec les lois du pays."

La SEOM comptait au total 163 membres venant de 11 des 13 autres états membres. sadc.net

Promotion de consultations régionales sur le Protocole SADC de la Parité des Sexes

par Patience Zirima

L'UNITÉ SADC sur la Parité des Sexes a mis en place un plan pour mener des consultations régionale sur le protocole provisoire traitant la parité des sexes afin de faciliter la participation de tous les dépositaires.

Le Protocole Provisoire sur la Parité des Sexes est à l'étude après que le Sommet 2007 des Chefs d'État et de Gouvernement l'est à nouveau référé aux ministres de la SADC responsables de la problématique des sexes dans le but de permettre des consultations nationales supplémentaires.

Les consultations auront lieu durant le premier semestre de l'année afin que le protocole puisse être finalisé et soumis au Conseil et au Sommet en août 2008.

Un protocole est l'instrument juridique le plus irrévocable de la SADC et il est anticipé que l'adoption du protocole sur la parité des sexes, qui propose des buts et objectifs spécifiques, accélèrera l'accomplissement de l'égalité des sexes dans la région.

Une réunion stratégique des officiels supérieurs responsables de la parité des sexes et du portefeuille féminin dans les États Membres de la SADC eu lieu mi-décembre 2007 à Livingstone, Zambie comme première étape dans la réexamination du document provisoire, afin d'informer les officiels supérieurs des progrès, et de développer une structure pour les activités nationales pour la progression des discussions.

Les délégués ont souligné l'importance de consultations nationales sur le protocole afin d'atteindre un consensus avant sa nouvelle soumission au Sommet.

Magdeline Mathiba-Madibela, Responsable de l'Unité SADC sur la Parité des Sexes, souligne l'importance du processus de révision du document provisoire pour atteindre un consensus avant de le soumettre à nouveau au Sommet. Elle a insisté sur l'importance de produire un

Directives menant à la signature du Protocole provisoire SADC sur la Parité des Sexes et le Développement

Action	Institution	Délai
Réunion de stratégie régional pour les officiels supérieurs responsables de la Parité de Sexes et du portefeuille Féminin	Secrétariat	Décembre 2007
Les consultations nationales avec tous les dépositaires sur le Protocole provisoire du Parité des Sexe et le Développement	États Membres (Ministères responsables de la Problématique de Sexes et du portefeuille Féminin) Dépositaires Nationaux	Janvier-Mars 2008
Ministres responsables de la rencontre sur la parité des sexes	Secrétariat États Membres	Avril 2008
Réunion des Ministres de la Justice	Secrétariat États Membres	Mai 2008
Soumission du document final au Conseil des Ministres	Secrétariat	Août 2008
Soumission du document final au Sommet	Secrétariat	Août 2008
Adoption et signature du Protocole	Secrétariat	Août 2008

document provisoire avec un "niveau élevé de précision, sensibilisation, et focus."

Certains des changements sont supposés aborder la question des adhésions multiples aux protocoles ou déclarations existants tels que le Protocole sur l'Éducation et la Formation, le Protocole sur la Santé, la Déclaration de Maseru sur le VIH et SIDA, la Résolution 1325 du Conseil de l'ONU sur le Renforcement de la Paix, l'Instauration de la Paix et le Maintien de la Paix, et le Protocole sur la Culture, l'Information et le Sport.

Ces changements attirent l'attention sur les difficultés à articuler les questions de parité des sexes dans le protocole et il est donc nécessaire d'établir une structure conceptuelle précise du contenu potentiel du Protocole sur la Parité des Sexes et le Développement et de sa justification.

Pendant la réunion, les délégués ont également précisé le type de dépositaires clés qui doivent être impliqués depuis l' inception du processus tels que les officiels supérieurs de la SADC, les officiels des ministères de la justice, des affaires étrangères, des finances,

des membres du parlement, et des partenaires au développement.

D'impliquer tous les dépositaires clés garantirait que toutes les parties contribuent au processus et que tous malentendus sur le document soient éliminés avant

présentation au Sommet pour entérinement.

Les officiels supérieurs ont convenu de la nécessité de stratégiser sur la meilleure méthode à adopter pour mener les consultations nationales afin que les dépositaires s'approprient le protocole.

Directives pour les consultations nationales du Protocole provisoire sur la Parité des Sexes et le Développement

- o Atelier national pour informer les dépositaires des progrès et du processus à venir (La liste des dépositaires doit inclure les responsables aux ministères charges de la problématique des sexes, et tous les autres ministères et responsables mentionnés ci-dessous. Ceci en préparation des compte-rendus au niveau ministériel et des consultations);
- o Briefing du/ des Ministre(s) responsable(s) de la Parité des Sexes et du Portefolio Féminin;
- o Consultations et renforcement du consensus avec le Point Contact National de la SADC (Ministère des Finances et du Développement de la Planification ou Ministère des Affaires Étrangères);
- o Consultations et briefing du Caucus des Femmes Parlementaires;
- o Consultations et briefing du Parlement;
- o Consultations et briefing détaillé du Cabinet;
- o Consultations et briefing détaillé du Bureau du Président y compris le Président et/ou le Premier Ministre.



Les Artistes établissent le forum SADC sur le VIH et SIDA

LES ARTISTS de la SADC ont établi un forum dont le rôle est d'être une plateforme pour l'industrie régionale des arts dans la lutte contre le VIH et SIDA.

Le Forum SADC des Artistes Contre le SIDA est le résultat de l'atelier SADC des Artistes sur le VIH et SIDA tenu au Zimbabwe dans le cadre du Festival SADC des Artistes et du SIDA. L'atelier fut suivi par des artistes du Lesotho, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Le forum établira un réseau avec d'autres organisations de services sur le VIH et SIDA dans la région et les États Membres individuels afin d'entreprendre des recherches et fournir des statistiques et données sur les artistes vivants avec le SIDA et ayant besoin de thérapie anti-retrovirale, ainsi que de fournir des informations, services et soutiens aux artistes en général et en particulier les artistes vivants avec le VIH et SIDA.

Il mobilisera également des fonds provenant des gouvernements nationaux SADC, la communauté internationale, les corporations, les fondations et les individuels pour aider les artistes à prendre des mesures concernant la pandémie du VIH et SIDA et de permettre au comité d'organisation du forum d'atteindre ses objectifs.

Le forum visera à fournir les informations adéquates lors de sessions bénévoles de consultation et prise de test, et de prendre fait et cause pour que tous les artistes puissent user de l'assistance socio-physiologique et des prises de test dans le but de recevoir l'assistance nécessaire.

Le comité d'organisation du forum est présidé par l'auteur zimbabwéen, Virginia Phiri, et son adjoint est le musicien zimbabwéen, Moses Sakala.

Dans une déclaration produite à la fin de l'atelier, les artistes ont fait remarquer qu'ils sont encore en phase de dénégation sur la réalité du VIH et SIDA et que beaucoup reste à faire pour combattre le stigmate associé au VIH et SIDA.

Ils ont noté que les communautés étaient encore incapables d'accepter les artistes et autres personnes qui annoncent publiquement leur statut VIH.

Les artistes SADC déclarent qu'ils ont entrepris une introspection compréhensive sur comment le VIH et SIDA affectent

l'industrie et comment ils doivent répondre à la pandémie, notant que les artistes soient surtout utilisés comme instruments dans les campagnes afin d'encourager un changement de comportement mais qu'ils doivent d'abord s'éduquer eu-mêmes les méthodes de prévention de dissémination du VIH.

Sensation du monde de la boxe, une zambienne réussit une première pour la SADC



Sensation du monde de la boxe, Esther Phiri

LA BOXEUSE zambienne, Esther Phiri, est devenue un modèle à émuler pour les jeunes de la région SADC après avoir remporté le titre de la Fédération Mondiale de la Boxe (WIBF).

Depuis sa victoire sensationnelle contre la Championne WIBF Junior Intercontinental des poids légers, l'américaine Kelli Cofer, en 2006, Phiri est devenue un nom familier en Zambie.

Des panneaux d'affichage avec sa photo alignent les rues et ses matchs sont diffusés en direct par la télévision gouvernementale.

Elle tient également le titre de super poids léger de l'Union Globale de Boxe (GBU). Son dernier match fut de défendre un titre GBU contre l'américaine, Belinda Laracuenta, en décembre 2007.

Elle a vaincu l'américaine plus expérimentée, ajoutant une autre victoire à son parcours impressionnant en qualité de première femme championne de boxe en Afrique Australe.

Pour nombre d'observateurs, Phiri - mère célibataire et ancienne vendeuse des rues peu éduquée - pourrait fournir le catalyseur pour un changement dans les stéréotypes sociaux.

Phiri reconnaît que de relever les défis de la célébrité n'a pas été facile et que les conseils venaient de partout, y compris du Président Levy Mwanawasa.

A part la boxe, Phiri veut terminer sa scolarité et explique qu'elle penche vers le commerce. Elle a aussi en vue d'obtenir un match à Las Vegas, capitale mondiale de la boxe.



Visa touriste unique pour la région SADC

LES MEMBRES de la SADC ont convenu d'accélérer le processus d'instauration de l'Univisa, visa unique pour touristes visitant l'Afrique Australe, ainsi que l'élimination des obstacles au mouvement des citoyens de la SADC au sein de la région.

La décision, prise lors d'une réunion ministérielle à Luanda, Angola en mars, fut annoncée par Rejoice Mabudafhasi, ministre adjoint du tourisme en Afrique du Sud.

L'Univisa fonctionnera selon le même système de visa Européen Schengen. Les États Membres ont encore à résoudre des questions en suspens telles que les coûts, les accords politiques, les procédures et conditions préalables pour l'émission de l'Univisa.

L'élimination des obstacles au mouvement des citoyens de la SADC peut se faire au moyen d'accords bilatéraux, y compris une renonciation de visas que nombres d'États Membres de la SADC ont déjà mis en vigueur.

Les neuf États Membres qui ont signé le protocole sur le mouvement des citoyens sont le Botswana, la RDC, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie et le Zimbabwe.





LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 10 No. 5 Avril 2008



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Valy, Tomas Vieira Mario, Mukundi Mutasa,
Takura Chamuka, Clever Mafuta, Tigere Chagutah,
Phyllis Johnson, Shiela Chikulo, Emmanuella Matorofa, Richard Nyamanhindi

CONSEILLERS A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2008

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents de source externe à la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.



SADC AUJOURD'HUI est sponsorisé
par le Southern Africa Trust



SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et en français et est également disponible en version électronique sur www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

p1,4,5 T Chamuka (SARDC); p6 (top) Mmegi (bottom) Editorial Vanguarda;
p12 R Nyamanhindi (SARDC); p14 Copyright JabJab Promotions

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:
Le Rédacteur, SADC TODAY

SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

ou

SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net

Information 21 Sites web

www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance
dans la distribution de SADC aujourd'hui:

Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,
South African Airways, Air Maurice, TAAG Angolan Airlines,
Zambian Airways et Air Zimbabwe

Calendriers des Évènements 2008

Avril

12 Zambie

Sommet Extra Ordinaire de la SADC sur le Zimbabwe

La Zambie, en consultation avec l'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, Mr. Jose Eduardo Dos Santos, Président de la République de l'Angola, le président de la SADC, Dr. Levy Patrick Mwanawasa (SC), le Président de la République de la Zambie, a convenu un Sommet Extra Ordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement.

14-18 Afrique du Sud

Congrès Africain sur l'Énergie et l'Électricité

Le 10^{ième} Congrès Annuel 2008 sur l'Énergie et l'Électricité en Afrique vise à fournir aux participants une opportunité d'interaction avec les capitaines d'industrie de 22 pays africains et de débattre de l'émergence des récentes opportunités sur le marché de l'énergie.

16-17 Île Maurice

Atelier Pré-Conférence de la Plateforme SADC de Plaidoyer sur la Société Civile, la Pauvreté Régionale et le Développement

L'atelier préparera les délégués de la société civile pour la Conférence Consultative Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement. Les délégués des organisations maîtresses de la société civile à travers la région participeront à l'atelier.

18-20 Île Maurice

Conférence Consultative Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement

Thème: "Intégration Économique Régionale: Une Stratégie pour l'Éradication de la Pauvreté vers un Développement Durable"
La conférence adoptera une approche multiple des dépositaires afin de permettre la tenue de dialogue stratégique qui reconnaissent la nécessité de stratégies régionales multi-dimensionnelles pour s'attaquer au problème de la pauvreté. Les résultats attendus incluent l'adoption de la Structure Régionale SADC pour la Réduction de la Pauvreté (SRRP) et l'établissement de l'Observatoire SADC sur la Pauvreté

28-30 RDC

Ministres de l'Énergie de la SADC

Les Ministres de l'Énergie de la SADC se rassembleront pour débattre sur la question de l'énergie dans la région, et la prédominance des déficits en électricité. Les Ministres sont chargés de la finalisation du Plan Directeur des Projets du Secteur de l'Énergie. Les ministres discuteront également de l'élimination progressive du carburant à plomb, qui sera en vigueur à partir d'avril. La réunion ministérielle sera précédée d'une réunion préparatoire des officiels.

Mai

07-09 Namibie

Conférence TIC-Afrique 2008

TIC-Afrique 2008 rassemblera des délégués d'organisations commerciales, gouvernementales et de recherche venant d'Afrique et d'Europe pour stratégiser sur les moyens de combler la Division Digitale en partageant les connaissances, expériences, leçons apprises et bonnes pratiques. TIC-Afrique 2008 portera sur des sujets de recherche de TIC appliqués abordant les problèmes sociaux et économiques majeurs.

14-15, Mozambique

Réunion Annuelle de la Banque Africaine de Développement

Le Mozambique accueillera la 43^{ième} Réunion Annuelle du Comité des Gouverneurs de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la 34^{ième} Réunion du Comité des Gouverneurs du Fond Africain de Développement (FAD) sous le thème "Encourager une expansion partagée: urbanisation, inégalité et pouvoir". Ces réunions sont les forum de rencontre les plus importants des experts de la finance et du développement en Afrique.



1835 > > 1994



L'abolition de l'esclavage ouvre de nouveaux horizons pour l'île Maurice

L'ABOLITION DE l'esclavage à l'île Maurice en 1835 fut aussi importante que la fin de l'apartheid dans la lutte contre la pauvreté de l'Afrique Australe.

A 159 ans d'écart, les deux événements furent marquants pour la région où la discrimination institutionnalisée d'un groupe par un autre était chose commune.

Tous deux ont ouvert de nouveaux horizons pour les opprimés d'hier et ont introduit de nouvelles opportunités pour ceux qui jusqu'ici s'étaient vu nier leurs droits à l'auto-détermination, l'éducation, le logement et aux services médicaux de qualité.

Les esclaves étaient acheminés en bateaux à partir de l'Inde et une partie de l'Afrique pour travailler dans les plantations de l'île Maurice appartenant aux colons français.

Tout comme la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, la marche pour abolir l'esclavage à l'île Maurice ne fut pas aisée, impliquant même de violents conflits.

Finalement, après beaucoup de pétition, les autorités coloniales abolirent l'esclavage en 1835 mais pas avant d'accorder plusieurs concessions aux propriétaires terriens.

Ceux-ci inclut le paiement de €2.1 million et les lois obligeant les esclaves libérés à continuer de travailler sur les terres de leurs anciens maîtres en tant qu'"apprentis" pendant six ans.

Aujourd'hui, l'île Maurice est l'une des économies les plus viables en Afrique, avec un vibrant secteur de l'habillement et du textile, une zone de traitement d'export, et un modèle d'industrie touristique.

L'île Maurice a, cette année, commémoré le 173^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage avec l'inauguration d'une colonne commémorative à la mémoire des esclaves qui ont été amenés dans le pays.

La première colonne fut inaugurée à Fort Dauphin, Madagascar en 2004, puis à Saint Paul, Île de la Réunion en 2005, suivie d'une troisième en juillet 2007 à l'île Mozambique, ancienne capitale du Mozambique.

La prochaine colonne commémorative sera érigée à Pondichéry sur la côte est de l'Inde et un "Jardin à la Mémoire de l'Esclave" sera instauré en 2009 à Nantes, un port français duquel des centaines de négriers ont levé l'ancre pour les Amériques aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles.

L'initiative fut soutenu le projet de l'UNESCO, "La Route de l'Esclavage".

D'autres manifestations organisées conjointement par le Ministère des Arts et de la Culture, le Fond en Fidécimmis du Morne Héritage, le Centre Nelson Mandela pour la Culture Africaine et le Fond de l'Héritage National ont inclu la cérémonie du dépôt de la gerbe au Monument des Esclaves à Pointe Canon à Mahebourg, 50 kilomètres à l'est de Port Louis, capitale de l'île Maurice.

LE 21 Mars est un date importante pour l'expérience historique de l'Afrique du Sud et de la Namibie. L'Afrique du Sud commémore la journée des Droits de l'Homme, reconnue après le massacre de Sharpville en 1960 durant laquelle 300 sud-africains de race noire se sont embarqués dans des protestations contre les lois sur le laisser-passer de l'ère d'apartheid. Suite à un état d'urgence, qui a duré 156 jours, on conta 69 morts et 187 blessés. La Journée des Droits de l'Homme est une étape pour s'assurer que le peuple de l'Afrique du Sud connaisse ses droits et que de tels abus n'ait plus jamais lieu. En Namibie, cette journée marque 18 ans d'indépendance de l'Afrique du Sud. Les mots du premier président de la Namibie, Sam Nujoma, résonnent encore, "l'accomplissement de notre indépendance nous impose une grande responsabilité, non seulement de défendre notre liberté durement gagnée, mais aussi de nous fixer des standards élevés d'égalité, justice et opportunité pour tous, quelques soient la race, la croyance ou la couleur."

Jours fériés dans la SADC pour la période Avril-Juin 2008

4 Avril	Journée de la Paix et la Réconciliation Nationale	Angola
7 Avril	Journée de la Femme	Mozambique
7 Avril	Ougadi	île Maurice
7 Avril	Journée du Sheik Abeid Amani Karume Day	Tanzanie
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 Avril	Anniversaire du Roi	Swaziland
21 Avril	Journée Maulid	Tanzanie
25 Avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
26 Avril	Célébrations de l'Union	Tanzanie
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
1 Mai	Fête du Travail/Travailleur	Toute la SADC
2 Mai	Jour férié	Malawi, Zambie, Zimbabwe
4 Mai	Journée Cassinga	Namibie
5 Mai	Journée de l'Ascension	Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland
17 Mai	Journée de la Libération	RDC
25 Mai	Journée de l'Afrique	Angola, Lesotho, Namibie, Zambie, Zimbabwe
1 Juin	Journée Internationale de l'Enfant	Angola
14 Juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
24 Juin	Journée des pêcheurs	RDC
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC

* tributaire de la visibilité lunaire